ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires économiques, le 11 mars 1987, d'une demande d'avis, dans un délai ne dépassant pas trois jours, sur une nouvelle version du projet de loi "relative à la protection du patrimoine économique national", a donné le 16 mars 1987 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, op 11 maart 1987 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Economische Zaken verzocht hem, binnen een termijn van ten hoogste drie dagen, van advies te dienen over een nieuwe versie van het ontwerp van wet "tot bescherming van het nationaal economisch patrimonium", heeft op 16 maart 1987 het volgend advies gegeven :

Le projet est une nouvelle version de l'avant-projet de loi qui a fait l'objet de l'avis donné le 3 mars 1987 par le Conseil d'Etat, section de législation, sous le n° L. 17.895/2.

L'article 36 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, modifié par la loi du 17 août 1973, dispose comme suit :

> "En raison des conséquences qu'elles peuvent avoir sur l'emploi et sur la réalisation des objectifs du plan, le Ministre ayant les Affaires économiques dans ses attributions, le Ministre ayant les Finances dans ses attributions, ainsi que le Secrétaire d'Etat à l'économie régionale concerné doivent être informés préalablement de toutes opérations visant à aliéner une fraction représentative d'un tiers au moins du capital des entreprises dont l'activité se situe sur le territoire national et dont les fonds propres sont au moins de 100 millions de francs".

Dans sa version initiale, l'avant-projet de loi "relative à la protection du patrimoine économique national", soumis à l'avis du Conseil d'Etat, abrogeait l'article précité, en même temps qu'il instaurait un nouveau dispositif d'information, tendant à remédier, selon l'exposé des motifs, au manque d'efficacité des règles anciennes.

A cette fin, le nouveau texte érigeait en infraction l'abstention d'informer, fixait le délai dans lequel l'information devait être donnée et déterminait le contenu

.../...

de celle-ci. De plus, le seuil à partir duquel l'information devait être fournie était abaissé : le nouveau texte était applicable à toute opération conférant vingt pour cent des droits de vote dans la société concernée.

Toutefois, le champ d'application du projet était plus restreint que celui de l'article 36 de la loi du 30 décembre 1970, puisqu'il ne visait que l'acquisition de titres de sociétés de droit belge, par des personnes étrangères ou par des sociétés sous contrôle étranger, c'est-à-dire les personnes qui n'ont pas leur résidence ou leur siège social sur le territoire de l'un des Etats membres de la Communauté économique européenne; en outre, le texte nouveau n'était pas applicable aux sociétés de droit belge dont les capitaux propres étaient inférieurs à 200 millions de francs.

Enfin, l'information prescrite ne devait plus être transmise qu'à une seule autorité, le Ministre ayant les affaires économiques dans ses attributions.

D'un point de vue légistique, il n'était pas prévu d'insérer ces nouvelles règles dans la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique.

Le 3 mars 1987, le Conseil d'Etat a émis sur le projet un avis ainsi conçu :

.../...

"Bien que le projet se présente comme un texte autonome, les mesures envisagées renforcent, en réalité, l'obligation d'information prévue à l'article 36 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique, tout en restreignant le champ d'application du dispositif et en limitant la transmission de l'information au Ministre des Affaires économiques, alors que, selon le texte actuellement en vigueur, cette information doit aussi être donnée au Ministre des Finances et au "Secrétaire d'Etat à l'économie régionale concerné", aujourd'hui, en ce qui concerne la Région flamande et la Région wallonne, l'Exécutif régional, en vertu de l'article 83, § 3, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

L'article 8 du projet prévoit d'ailleurs l'abrogation de l'article 36 de la loi du 30 décembre 1970, précitée.

Or, l'article 6, § 5, alinéa 4, de la loi spéciale du 8 août 1980 porte ce qui suit :

"L'accord des Exécutifs est requis pour le dépôt d'un projet de loi portant modification de la loi sur l'expansion économique".

Le projet doit donc recueillir l'accord des Exécutifs régionaux ainsi que de l'autorité compétente pour le territoire autre que celui de la Région wallonne ou de la Région flamande, conformément à l'article 6, § 5, alinéa 4, et § 7, de la loi spéciale.

A défaut de ces accords, le projet n'est pas en état d'être soumis à l'avis du Conseil d'Etat, section de législation".

*

* *

Si l'on excepte les améliorations apportées à la rédaction de certains articles du texte originel, le projet de loi actuellement soumis à l'examen de la section de législation du Conseil d'Etat ne diffère du projet initial que sur un point : il ne prévoit plus l'abrogation expresse de l'article 36 de la loi du 30 décembre 1970.

Selon le délégué du Ministre, l'intention du Gouvernement est que le texte ancien, non abrogé explicitement, demeure en vigueur. Il en résulterait, selon la thèse du Gouvernement, qu'aucune modification ne serait apportée à la loi du 30 décembre 1970. Pour cette raison, et parce que le nouveau texte ne réglerait pas la matière de l'expansion économique, le Gouvernement considère que l'accord des Exécutifs, qui n'a pas été demandé, n'est pas requis pour le dépôt du projet ainsi remanié.

La thèse selon laquelle l'article 36 de la loi du 30 décembre 1970 sur l'expansion économique ne serait pas implicitement modifié par le projet, est inexacte.

Désormais, en effet, dans certains cas, l'obligation d'informer les autorités visées à l'article 36 de la loi du 30 décembre 1970 est, en cas d'inexécution, assortie de sanctions pénales, mais seulement en ce qui concerne les informations à communiquer au Ministre ayant les affaires économiques dans ses attributions.

Certes, toutes les opérations visées par l'article 36 de la loi du 30 décembre 1970 ne seront pas comprises dans le champ d'application de la loi nouvelle, mais certaines le seront. Cela montre à suffisance que le projet de loi constitue une réforme partielle du régime d'information prévu par la loi précitée. En réglant autrement une matière qui est actuellement réglée par la loi sur l'expansion économique, le projet tend donc à modifier cette loi.

Il suit de là que l'accord des Exécutifs régionaux et celui de l'autorité compétente pour le territoire autre que celui de la Région wallonne ou de la Région flamande sont requis pour le dépôt du projet de loi, nonobstant la suppression de sa disposition abrogatoire. En effet, l'article 6, § 5, alinéa 4, de la loi

spéciale du 8 août 1980 ne prévoit aucune restriction concernant l'obligation de recueillir l'accord de ces trois autorités en cas de modification des lois d'expansion économique (1).

---

(1) Au demeurant, l'énoncé des informations à communiquer au Ministre des Affaires économiques, qui figure à l'article 4, § 1er, du projet de loi, illustre clairement l'intérêt que celles-ci présentent pour les Exécutifs, dans l'exercice de leurs compétences, si l'on se réfère, notamment, à l'article 6, § 1er, VI, 2° et 4°, a, de la loi spéciale.

Het ontwerp is een nieuwe versie van het voorontwerp van wet waaromtrent de Raad van State, afdeling wetgeving, op 3 maart 1987 een advies heeft uitgebracht onder het nummer L. 17.895/2.

Artikel 36 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie, gewijzigd bij de wet van 17 augustus 1973, luidt als volgt :

> "Ter wille van de gevolgen die zij op de tewerkstelling en op de verwezenlijking van de doelstellingen van het plan kunnen hebben, moeten de Minister tot wiens bevoegdheid Economische Zaken behoren, de Minister tot wiens bevoegdheid Financiën behoren, alsmede de betrokken Staatssecretaris voor Streekeconomie voorafgaandelijk ingelicht worden over alle verrichtingen waarbij beoogd wordt een deel te vervreemden dat ten minste een derde vertegenwoordigt van het kapitaal der ondernemingen waarvan de bedrijvigheid op het nationaal grondgebied plaats heeft en waarvan de eigen middelen ten minste 100 miljoen frank bedragen".

Het voor advies aan de Raad van State voorgelegde voorontwerp van wet "betreffende de bescherming van het nationaal economisch patrimonium" hief in zijn oorspronkelijke versie het voormelde artikel op en voorzag terzelfder tijd in een nieuwe informatieregeling, die volgens de memorie van toelichting het gemis aan efficiëntie van de oude voorschriften beoogde te verhelpen.

Daartoe stelde de nieuwe tekst straf op het niet-verstrekken van informatie, bepaalde hij de termijn waarbinnen de informatie diende te worden verstrekt en gaf hij de inhoud ervan aan. Bovendien werd de drempel vanaf welke de informatie diende te worden verstrekt, verlaagd : de nieuwe tekst vond toepassing op elke verrichting waardoor twintig procent van het stemrecht in de betrokken vennootschap zou worden toegekend.

.../...

De werkingssfeer van het ontwerp was echter beperkter dan die van artikel 36 van de wet van 30 december 1970. Het ontwerp had immers alleen betrekking op het verkrijgen van aandelen van vennootschappen naar Belgisch recht door buitenlanders of door vennootschappen onder buitenlandse controle, dit wil zeggen door personen die hun verblijf of hun maatschappelijke zetel niet op het grondgebied van een van de lidstaten van de Europese Economische Gemeenschap hebben; bovendien was de nieuwe tekst niet toepasselijk op de vennootschappen naar Belgisch recht waarvan het eigen kapitaal lager is dan 200 miljoen frank.

Ten slotte diende de voorgeschreven informatie nog slechts aan één overheid te worden verschaft, de Minister tot wiens bevoegdheid de economische zaken behoren.

Wat de wetgevingstechniek betreft was niet voorzien in het invoegen van die nieuwe voorschriften in de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie.

Op 3 maart 1987 heeft de Raad van State over het ontwerp een aldus luidend advies uitgebracht :

> "Hoewel het ontwerp zich aandient als een autonome tekst, komen de voorgenomen maatregelen in werkelijkheid neer op een verstrakking van de mededelingsplicht die opgelegd is bij artikel 36 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie; tevens echter vernauwen zij de werkingssfeer van het bepaalde en stellen zij dat de inlichtingen alleen aan de Minister van Economische Zaken worden verstrekt, terwijl, volgens de thans geldende tekst, die inlichtingen ook verschaft moeten worden aan de Minister van Financiën en aan de "betrokken Staatssecretaris voor Streekeconomie", thans, voor het Vlaamse Gewest en het Waalse Gewest, krachtens artikel 83, § 3, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, de Gewestexecutieve.

.../...

Artikel 8 van het ontwerp voorziet trouwens in de opheffing van artikel 36 van de voornoemde wet van 30 december 1970.

Artikel 6, § 5, vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 luidt echter als volgt :

"Een ontwerp van wet tot wijziging van de wet betreffende de economische expansie kan slechts na akkoord van de Executieven neergelegd worden".

Voor het ontwerp is dus het akkoord vereist van de Gewestexecutieven alsook van de overheid die bevoegd is voor het grondgebied buiten dat van het Vlaamse Gewest of het Waalse Gewest, overeenkomstig artikel 6, § 5, vierde lid, en § 7, van de bijzondere wet.

Bij ontstentenis van die akkoorden is het ontwerp niet in zoverre gereed dat het aan de Raad van State, afdeling wetgeving, voor advies kan worden voorgelegd".

*

* *

Afgezien van de verbeteringen die in de redactie van sommige artikelen van de oorspronkelijke tekst aangebracht zijn, verschilt het thans voor onderzoek aan de afdeling wetgeving van de Raad van State voorgelegde wetsontwerp slechts op één punt van het oorspronkelijke ontwerp : het voorziet niet meer in de uitdrukkelijke opheffing van artikel 36 van de wet van 30 december 1970.

Volgens de gemachtigde van de Minister is het de bedoeling van de Regering dat de vroegere tekst, die niet uitdrukkelijk opgeheven wordt, van kracht blijft. Volgens de stelling van de Regering zou hieruit volgen dat in de wet van

.../...

30 december 1970 geen enkele wijziging zou worden aangebracht. Om deze reden en mede omdat de nieuwe tekst geen regeling zou treffen ter zake van de economische expansie, is de Regering van mening dat het, overigens niet gevraagde, akkoord van de Executieven niet vereist is voor het indienen van het aldus omgewerkte ontwerp.

De stelling dat artikel 36 van de wet van 30 december 1970 betreffende de economische expansie door het ontwerp niet impliciet zou worden gewijzigd, is onjuist.

Op de niet-naleving van de verplichting om de in artikel 36 van de wet van 30 december 1970 bedoelde overheden in te lichten, zullen voortaan immers, in bepaalde gevallen, straffen staan, maar dan alleen wat de inlichtingen betreft die verschaft moeten worden aan de Minister tot wiens bevoegdheid de economische zaken behoren.

Weliswaar zullen niet alle door artikel 36 van de wet van 30 december 1970 bedoelde verrichtingen tot de werkingssfeer van de nieuwe wet behoren, maar sommige voorzeker wel. Hiermee is voldoende aangetoond dat het wetsontwerp een gedeeltelijke hervorming inhoudt van de bij de voormelde wet ingestelde informatieregeling. Doordat het ontwerp een thans bij de wet betreffende de economische expansie geregelde aangelegenheid anders gaat regelen, strekt het dus tot wijziging van die wet.

Hieruit volgt dat het akkoord van de Gewestexecutieven en het akkoord van de overheid die bevoegd is voor het grondgebied buiten dat van het Vlaamse Gewest of het Waalse Gewest,

.../...

vereist zijn voor het indienen van het wetsontwerp, niettegenstaande de opheffingsbepaling eruit is weggelaten. Artikel 6, § 5, vierde lid, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 voorziet immers in geen enkele beperking aangaande de verplichting om bij wijziging van de wetten op de economische expansie het akkoord van die drie autoriteiten in te winnen (1).

---

(1) Uit de in artikel 4, § 1, van het wetsontwerp opgenomen opgave van de inlichtingen die aan de Minister van Economische Zaken medegedeeld moeten worden, blijkt overigens duidelijk hoe belangrijk deze inlichtingen zijn voor de Executieven in de uitoefening van hun bevoegdheden, als men afgaat inzonderheid op artikel 6, § 1, VI, 2° en 4°, a, van de bijzondere wet.

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

J.-J. STRYCKMANS, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,
P. GOTHOT, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. J.-J. STRYCKMANS.

Le rapport a été présenté par M. J. REGNIER, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. J.-J. STRYCKMANS.

Het verslag werd uitgebracht door de H. J. REGNIER, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.